

Le 5 mars, les retraités agissent pour

- ☞ L'augmentation des pensions,
- ☞ Une meilleure protection sociale,
- ☞ La perte d'autonomie intégrée dans la sécurité sociale,
- ☞ Une fiscalité plus juste et plus progressive.

Non ! Les retraités ne sont pas des privilégiés, toute la campagne largement développée dans les médias a pour objectif de les culpabiliser afin de leur imposer de nouveaux sacrifices.

Ils ne doivent pas tomber dans le panneau ! Les retraités très mécontents attendent autre chose que des miettes au 1^{er} avril, date de revalorisation annuelle des pensions de retraite et réversion.

Actuellement, se déroulent des négociations sur les retraites complémentaires ARRCO et AGIRC.

Après avoir perdu de 10 à 18 % à cause des réformes de 1993 et 2003, à nouveau le patronat veut que :

- Les retraites complémentaires perdent 1,5 % en 2013 puis 1% tous les ans jusqu'en 2017.
- Le droit à pension de réversion ne soit attribué qu'à 60 ans au lieu de 55 ans.
- Le taux de réversion soit réduit à 56 % au lieu de 60 %.
- L'âge du droit à la retraite à taux plein soit porté à 64 ans.
- Le patronat veut aussi réduire de 3,5 % le nombre de points aux salariés en activité
- Il réclame la réduction de 30 % des droits des chômeurs indemnisés.

C'EST INACCEPTABLE

De nombreuses voix (d'experts) se mobilisent pour critiquer enfin les mesures d'austérité prônées depuis des années par le FMI et la commission Européenne.

Les mauvaises mesures prises dans ce sens par le Gouvernement accentuent la colère des retraités. Il en est ainsi, de l'impôt nouveau de 0,30 % pour les retraités imposables (7,5 millions sont concernés dès le 1^{er} avril 2013) et de l'augmentation de la TVA; Celles-ci viennent s'ajouter aux dépenses principales qui ne cessent d'augmenter (logement, énergie, alimentation, santé...) et sont incompressibles.

Les conséquences désastreuses de ces politiques se mesurent aujourd'hui, 10% de la population active sont privés d'emploi. Au total, le pays compte plus de 5 millions de chômeurs et précaires.

Il faut arrêter le bras des casseurs d'emplois et d'acquis sociaux

Arcelor-Mittal, PSA, Doux, Renault, Belipa, Jemini, Candia..., doivent rendre des comptes aux salariés et aux contribuables. Le législateur doit prendre des mesures qui stoppent le déclin industriel et social.

Il faut prendre les bonnes décisions :

⇒ Obliger les entreprises qui délocalisent à rembourser la totalité des aides qu'elles ont perçues (investissement, formation, exonération de cotisations sociales, etc...).

⇒ Calculer les cotisations sociales des entreprises sur l'ensemble de la valeur ajoutée ce qui favoriserait les entreprises à fort taux de main d'œuvre.

⇒ Soumettre à cotisations sociales les revenus du capital au même niveau que sur les salaires.

⇒ Pérenniser le système de retraite par répartition et asseoir son financement sur les cotisations des entreprises et des salariés après intégration de toutes les primes.

⇒ Augmenter immédiatement les retraites et les réversions avec un minimum égal au SMIC.

⇒ Revenir à l'indexation des pensions sur les salaires (salaire annuel moyen)

⇒ Permettre l'accès aux soins avec une protection sociale de haut niveau pour tous au sein de la Sécurité sociale.

⇒ Rétablir la demi-part fiscale supprimée aux personnes seules (veuves, veufs, divorcés...).

⇒ Créer un crédit d'impôt pour les aides à domicile.

⇒ Créer et financer une aide à la perte d'autonomie, intégrée et gérée par la Sécurité sociale.

LES MOYENS EXISTENT

Les revenus financiers des entreprises représentent 250 milliards d'euros par an. L'Etat dépense 32 milliards d'euros en exonérations de cotisations patronales, auxquelles s'ajoutent les 20 milliards de crédit d'impôt compétitivité.

Au moment où le COR (Conseil d'Orientation des Retraités) estime à 21 milliards d'euros le besoin de financement supplémentaire annuel pour les retraites d'ici 2017, ces sommes relativisent très largement l'épouvantail du trou de la Sécurité sociale.

Augmenter les pensions et réversions des 15 millions de retraités, c'est bon pour la consommation, pour la sauvegarde et le développement des entreprises, c'est bon pour l'emploi et la sécu.

Le changement, c'est urgent !

Pouvoir d'achat, Fiscalité, Protection sociale, Retraite, ne nous laissons pas imposer de nouveaux reculs, avec les salariés, les chômeurs... agissons massivement pour gagner.

Comme partout en France, les retraité(e)s de la Sarthe manifesteront

**Le MARDI 5 MARS 2013, RASSEMBLEMENT à 9h30
sur le parvis de la gare nord du Mans**

LA VERITE en chiffres

- Les retraites des femmes sont inférieures de 47 % à celles des hommes.
- Ce sont les femmes qui sont le plus victimes de la suppression de la 1/2 part du barème de l'impôt.
- 899 € c'est la moyenne des retraites des femmes.
- Le minimum vieillesse est de 777 €.
- 50 % des retraités perçoivent moins de 1100 €/mois, dont 1million touchent moins de 964€ (seuil de pauvreté).
- Le PDG de RENAULT gagne 36 000 euros par jour.

**OU SONT DONC LES
PRIVILEGIES ?**